Elections Législatives du 18 Novembre 1962 — 5e Circonscription de Seine-Maritime

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 Novembre, les Travailleurs des villes et des campagnes, les républicains, en votant pour le candidat du **Parti Communiste Français, Albert Duquenoy,** manifesteront leur hostilité à la politique anti-sociale et anti-nationale du régime de pouvoir personnel.

BILAN DE MISÈRE DES 4 ANNÉES DE POUVOIR PERSONNEL

Depuis 1958, le pouvoir d'achat des salariés a perdu de 12 à 17 % de sa valeur. Alors qu'en 1958, par exemple, avec 1.000 fr. la ménagère pouvait acheter 21 pains de fantaisie, en Septembre 1962 elle ne peut plus en acheter que 16.

Dans les foyers aux revenus modestes, les vieux travailleurs, les pensionnés, retraités, chez ceux pour qui la retraite d'ancien combattant était d'un modeste apport supplémentaire, les difficultés vont encore s'aggraver. Au lendemain du référendum, le pouvoir gaulliste annonce l'augmentation : du pain : 5 fr. par kg ; du sucre, 6 à 10 fr. ; des loyers, qui pourrait aller jusqu'à 50 % ; du lait, des transports, de l'électricité, etc.. etc...

Par de nombreuses actions, les Travailleurs, les fonctionnaires, ont limité les atteintes à leur niveau de vie, jamais avant l'arrivée au pouvoir de De Gaulle les mouvements revendicatifs avaient eu autant d'ampleur, de diversités, entraînant des couches sociales autres que la classe ouvrière.

- En Janvier 1962, c'était les Terre-neuvas de Fécamp, du Havre, qui mettaient sac à terre.
- Pendant seize jours, les ouvriers de la Mobil Oil de Notre-Dame-de-Gravenchon luttaient, soutenus par les Travailleurs des autres industries pétrolières.
- Ouvriers et employés des industries nationalisées, les fonctionnaires ont multiplié leurs actions. Tous ont finalement amené le pouvoir, qui prétendait ne jamais reculer, à lâcher sur les salaires et traitements.

Mais, après le référendum, De Gaulle et les ministres U. N. R. menacent de répression ceux qui oseraient réclamer ou juger insuffisantes les miettes qu'ils leur accordent. Les employés du Métro et de la R. A. T. P. sont réquisitionnés par décisions des princes qui nous gouvernent.

Par contre, ces mêmes ministres trouvent tout à fait à leur convenance les 10,2 % d'augmentation qu'ils se sont octroyé.

Parallèlement à l'appauvrissement des masses laborieuses, les banques et les grosses sociétés s'enrichissent.

L'Esso-Standard de Notre-Dame-de-Gravenchon qui a réalisé 3.248 millions de bénéfices en 1958 avoue en avoir fait 4.620 en 1961, alors qu'en deux ans le nombre total de ses ouvriers a baissé de 400.

Pour aider à l'enrichissement des gros industriels, des sociétés dites d'économie mixte sont créées. L'une d'elles, avec les 700 millions des contribuables des communes de Notre-Dame-de-Gravenchon et des environs, va aménager les marais compris entre les industries pétrolières de Notre-Dame-de-Gravenchon et Tancarville pour les remettre ensuite aux industriels. Bien plus, des communes et l'état font cadeau aux industriels d'une grande partie de leurs impôts.

Il n'en est pas de même pour les artisans et les petits commerçants. La raison est qu'ils sont sacrifiés. 50.000 d'entre-eux doivent disparaître. Là, encore, pour le plus grand profit des monopoles et des magasins à succursales multiples.

Le milliardaire Boussac a main mise sur « Familistère », « Bendix », « Noveltex ». La création de super-marché ou de centres commerciaux n'a pas d'autres buts que d'écraser les petits commerçants.

L'ENSEIGNEMENT A TOUS LES ÉCHELONS EST SACRIFIÉ

— Dans les maternelles on compte jusqu'à 50 élèves par classe ;

— Dans le primaire, on a recours aux baraques. A Bolbec, il y en a 7 sur 59 classes ;

— Dans le secondaire, au Lycée de Lillebonne, au 1er Novembre, il n'y a pas encore de professeur de science en 5me ; pas de professeur de géographie et d'histoire en 4me. Dans une classe de 1re qui prépare le bac, il y a 47 élèves.

— Pour les sept Cantons de la circonscription et une population de 150.000 habitants environ, il n'y a que trois collèges d'enseignement technique : deux à Bolbec et un à Fécamp, alors qu'un par canton serait un minimum.

Partout on manque de maîtres et de locaux. La laïcité est foulée aux pieds par le pouvoir gaulliste.

A ce triste bilan, s'ajoute le mépris pour la légalité. Violant sa propre constitution, De Gaulle a eu recours au référendum plébiscite dans les conditions que l'on sait.

Rapide et ferme pour s'en prendre aux Travailleurs, aux démocrates, le Pouvoir, qui se dit ferme, accorde une complaisance complice aux criminels de l'O. A. S.

EN POLITIQUE EXTÉRIEURE

Le sort de la France est lié à celui de l'Allemagne d'Adénauer, avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche.

L'hostilité gaulliste au désarmement général, à la Paix, conduit à consacrer plusieurs milliers de milliards à une force de frappe atomique aussi vaine que couteuse, qu'on en juge :

— En cinq ans, il est envisagé de dépenser 398 milliards pour la fabrication de bombes atomiques.

— Un avion de chasse Mirage IV coûte deux milliards. Le constructeur U. N. R. Dassault se réjouit puisque De Gaulle envisage de lui en commander cinquante.

— Savez-vous qu'un char de 30 à 40 tonnes coûte 180 millions !

L'alignement de la politique extérieure de la France sur celle de Washington est lourde de conséquences. On l'a vu ces jours-ci.

Sans demander avis à ses partenaires de l'O. T. A. N., les U. S .A. ont pris la décision de faire le blocus de Cuba. Une erreur, un tout petit incident pouvait déclencher la catastrophe et nous y étions entraînés malgré nous.

Mais une fois encore, grâce à la constance de sa politique de coexistence pacifique, l'Union Soviétique a arrêté le pire. La sagesse et le réalisme de N. Krouchtchev a été apprécié par tous les gouvernements épris de Paix. Même le président Kennedy a été obligé de se joindre à ces louanges. Par contre on attend encore un mot de De Gaulle et des inconditionnels de l'U. N. R. Ils avaient mis moins de temps pour approuver les mesures de blocus.

La « vraie grandeur de la France », son honneur, son passé, lui impose d'exiger que soit respectée l'indépendance de Cuba.

La menace n'est pas complètement écartée. Bien fort, le peuple de France doit faire savoir qu'il ne fera pas la guerre à Cuba, qu'il exige que soit respectée la volonté d'un peuple qui entend vivre libre et indépendant.

Toute cette politique a été pratiquée par un pouvoir qui se prétend « stable ».

Cette politique a eu le soutien du député sortant **BETTENCOURT.**

T. S. V. P.

Contre le retour au passé

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale, Pourquoi ?

Parce que depuis 1947, après avoir éliminé les communistes du gouvernement et clamé que cela irait mieux, ces gouvernements **ont tourné le dos aux aspirations populaires, à la Paix, au progrès social.**

Les Partis se réclamant de la démocratie ont pratiqué l'alliance avec la réaction. Il en a été ainsi du Parti du **Docteur Pranzo,** à Fécamp il était l'ami de la Direction des Etablissements Couturier, de la Famille Legrand de la Bénédictine.

Les résultats du référendum du 28 Octobre montrent qu'un coup sérieux a été porté au Pouvoir personnel.

Par rapport à 1958, il y a eu **CINQ MILLIONS DE OUI EN MOINS.**

Le pourcentage des oui est tombé de 78,87 % à 61,75 %. Le fait important est que seulement 46,44 % des électeurs inscrits ont voté oui. MÊME PAS LA MOITIÉ.

3 Millions 400.000 Français de plus ont voté NON. Dans la 5me circonscription, les NON ont augmenté de 34 %.

Tous ceux qui ont voté NON ne toléreront pas que les pratiques politiques de la IVe se reproduisent. Ils exigeront que se réalise l'Union sans exclusive de tous les démocrates. Cette exigence, ils ont un moyen de la manifester, c'est de voter et de faire voter pour le candidat du Parti Communiste Français.

ENSEMBLE, TOURNÉS RÉSOLUMENT VERS L'AVENIR

Le coup porté au Pouvoir personnel le 28 Octobre montre donc que les démocrates ont des possibilités pour relever la France. Cette tâche n'est pas celle d'un seul homme ni celle d'un seul Parti. C'est celle de toutes les énergies nationales et démocratiques unies. Dans cet esprit, le **Parti Communiste Français** vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- **La Nationalisation des monopoles capitalistes,** notamment de la pétroléochimie presque tous sous l'emprise américaine.

La participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises.

Créatrice de richesses, la classe ouvrière a droit à ce que ses organisations syndicales aient à leur disposition des bourses du travail digne de leur rôle. C'est le cas de Fécamp, Bolbec, N.-D.-de-Gravenchon.

- **Augmentation générale des salaires, traitements et retraites.**

Suppression totale des abattements de zone. Il est scandaleux qu'un père de famille travaillant dans une linerie, à Goderville, ne perçoive que 170 francs de l'heure. Que dans la Cinquième circonscription l'ouvrier agricole ne soit payé que 150 francs de l'heure et qu'une mère de famille touche moins d'allocations familiales que celle résidant au Havre par exemple.

- **Construction massive d'H. L. M.**

Avec des loyers abordables, en même temps, il est nécessaire d'aménager et d'assainir dans les communes, par :

— L'adduction d'eau ; — La construction de tout-à-l'égoût ; — L'électrification de tous les points de hameau.

- **Des crédits nécessaires à la finition des routes ou leur aménagement telles la N. 182 ; la N. 13 bis ; la N. 810.**

L'état, qui perçoit des taxes énormes sur l'essence (1 litre sorti des raffineries coûte 24 fr.), peut financer ces travaux et laisser libres et gratuits tous les passages sur la Seine.

- **Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole.**

Comme première mesure, rétablissement des prêts du crédit agricole aux exploitants ayant moins de 20 hectares, qui viennent d'être supprimés trois jours après le référendum.

- **Réforme de l'Enseignement** (Plan Langevin-Wallon).
- **Création, dans les communes, de foyers pour les jeunes, gérés par eux et pour eux.**

EN POLITIQUE EXTÉRIEURE

— Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général ; dans l'immédiat, retour du service militaire à un an.

— Opposition aux entreprises du militarisme allemand ;

— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme, qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie,

TRAVAILLEURS, DÉMOCRATES,

Vous n'avez qu'un SEUL CANDIDAT qui réponde à vos aspirations

Albert DUQUENOY

Ouvrier Docker — Médaillé du Travail
Conseiller Municipal — Ancien adjoint au Maire du Havre
Administrateur du Bureau d'Aide Sociale
Ancien Administrateur du Port Autonome du Havre

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



A. DUQUENOY

SUPPLÉANT : Paul BELHACHE

Métallurgiste — Secrétaire de l'U. L. des Syndicats de Bolbec

I. N. - LE HAVRE

Vu : Le Candidat.